



**PRÉFET  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Préfecture  
Service de la coordination des politiques publiques  
Bureau des procédures environnementales**

**Arrêté préfectoral de mise en demeure de la société DAUM  
à ALLAMPS et VANNES-LE-CHÂTEL**

N° 20210742

**LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**  
*Chevalier de la légion d'Honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite*

**Vu** le code de l'environnement, notamment son article L. 171-8 ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté préfectoral 15289 du 7 décembre 1992 modifié autorisant la société DAUM à exploiter des installations de fabrication d'articles en pâte de verre sur les territoires des communes d'ALLAMPS et VANNES-LE-CHÂTEL ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire 2018-0482 du 21 septembre 2018 relatif à la restructuration de la manufacture d'articles en pâte de verre exploitée par la société DAUM à ALLAMPS et VANNES-LE-CHÂTEL ;

**Vu** le rapport de l'inspection de l'environnement (installations classées) de la DREAL Grand Est référencé SC/IP/411-2021 du 2 juillet 2021, dont copie a été transmise à l'exploitant, la société DAUM, par lettre recommandée avec accusé de réception en date du 2 juillet 2021, conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, l'informant ainsi du projet de mise en demeure préfectorale ;

**Vu** l'absence de réponse de la société DAUM au terme du délai de quinze jours imparti pour présenter au préfet ses observations éventuelles sur le projet du présent arrêté ;

**Considérant** que le bâtiment « stock central » n'est pas séparé du bâtiment « administration » par une paroi REI 120 ;

**Considérant** que le bâtiment « usinage à froid » n'est pas renforcé, par sa paroi l'isolant du bâtiment « stock central », pour atteindre un niveau REI 120 ;

**Considérant** que ces situations ne sont pas conformes aux dispositions de l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire 2018-0482 du 21 septembre 2018 ;

**Considérant** que l'atelier de composition 39 n'est pas isolé des ateliers contigus par des parois REI120 et qu'il n'est pas pourvu de portes intérieures coupe-feu de degré une heure, munies de ferme-porte automatique ;

../...

**Considérant** que l'atelier de composition 39 n'est pas équipé de dispositif d'évacuation des fumées en partie haute de la façade pour le rez-de-chaussée et en toiture pour le premier étage ;

**Considérant** que l'atelier 39 et l'atelier 38 ne sont pas équipés de dispositif d'évacuation des fumées ;

**Considérant** qu'en conséquence, l'atelier de composition 39 et l'atelier 38 ne sont pas conformes aux dispositions de l'article 2.1.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire 2018-0482 du 21 septembre 2018 ;

**Considérant** que l'échéance d'application pour les dispositions transitoires prévues pour le respect des prescriptions fixées à l'article 2.3 et que l'échéance d'application pour l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire 2018-0482 du 21 septembre 2018 sont échues ;

**Considérant** que la réserve supplémentaire prescrite à l'article 2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire 2018-0482 du 21 septembre 2018 et correspondant à la réserve mise en place de 300 m<sup>3</sup> n'est pas équipée d'au moins deux bouches d'incendie normalisées ;

**Considérant** que l'échéance pour satisfaire à l'article 2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire 2018-0482 du 21 septembre 2018 est échue ;

**Considérant** que le site n'est pas pourvu de système d'isolement des réseaux de l'établissement et que l'échéance d'application pour la réalisation de l'isolement des réseaux est échue ;

**Considérant** que cette situation est contraire aux dispositions prévues à l'article 3.1.6 et à l'article 3.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire 2018-0482 du 21 septembre 2018 ;

**Considérant** que les réseaux de collecte des effluents aqueux générés par l'établissement ne présentent pas les caractéristiques décrites à l'article 3.2.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire 2018-0482 du 21 septembre 2018 ;

**Considérant** que les eaux industrielles du site ne sont pas prétraitées par filtration sur résines avant rejet dans le milieu naturel ;

**Considérant** que l'échéance pour satisfaire à l'article 3.2.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire 2018-0482 du 21 septembre 2018 est échue ;

**Considérant** que cette situation est contraire aux dispositions prévues aux articles 3.2.3 et 3.2.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire 2018-0482 du 21 septembre 2018 ;

**Considérant** que l'exploitant ne réalise pas une surveillance mensuelle de la qualité des rejets d'eaux industrielles ;

**Considérant** que l'évaluation journalière du débit des rejets d'eaux industrielles n'a pas été transmise ;

**Considérant** que les prélèvements effectués le 28 mai 2020 sur le réseau « plomb » montrent des dépassements en concentration et en flux autorisés pour le paramètre plomb et en concentration pour les paramètres DCO (Demande Chimique en Oxygène) et MES (Matière En Suspension) ;

**Considérant** que l'échéance pour satisfaire à l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire 2018-0482 du 21 septembre 2018 est échue ;

**Considérant** que cette situation est contraire aux dispositions prévues aux articles 3.2.9 et 3.2.13 de l'arrêté préfectoral complémentaire 2018-0482 du 21 septembre 2018 ;

**Considérant** que cette situation est de nature à porter préjudice aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables aux installations de l'exploitant, l'autorité administrative compétente met en demeure ce dernier de satisfaire à ses obligations dans un délai qu'elle détermine, en application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement ;

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> : Champ et portée du présent arrêté**

La société DAUM, dont le siège social est situé 22 rue de la Trémoille – 75008 PARIS, est mise en demeure de respecter, pour les installations qu'elle exploite sur le territoire des communes d'ALLAMPS et VANNES-LE-CHÂTEL, les dispositions suivantes de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 septembre 2018 susvisé :

- **sous un délai ne pouvant dépasser 1 mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions des **articles 3.2.9 et 3.2.13** relatives à l'autosurveillance des eaux résiduaires et aux valeurs limites de rejets ;
- **sous un délai ne pouvant dépasser 12 mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions des **articles 3.1.6, 3.2.3 et 3.2.5** relatives au traitement et à la maîtrise des rejets d'eaux ;
- **sous un délai ne pouvant dépasser 12 mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions transitoires relatives aux moyens incendie prévues à l'**article 2.4** ;
- **sous un délai ne pouvant dépasser 18 mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions des **articles 2.1.1, 2.1.2 et 2.2** relatives aux moyens de lutte contre l'incendie et aux séparations coupe-feu des bâtiments industriels.

### **Article 2 : Justifications du respect de la mise en demeure**

Afin de justifier de la présente mise en demeure, l'exploitant désigné à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté transmet au Préfet les éléments justifiant la réalisation des études et travaux de mise en conformité de l'établissement prévus par l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 septembre 2018 susvisé sous les délais suivants :

- **sous un délai ne pouvant dépasser 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, les études et les bons de commande pour la réalisation des dispositions prévues aux **articles 3.1.6, 3.2.3 et 3.2.5** relatives à la maîtrise des rejets d'eaux résiduaires ainsi que pour la réalisation des dispositions transitoires prévues à l'**article 2.4** ;
- **sous un délai ne pouvant dépasser 6 mois** à compter de la notification du présent arrêté, le bon de commande des travaux pour la réalisation des dispositions des **articles 2.1.1, 2.1.2 et 2.2** relatives aux moyens de lutte contre l'incendie et aux séparations coupe-feu.

### **Article 3 : Sanctions administratives**

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté de se conformer à la présente mise en demeure, il pourra être fait application des dispositions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, indépendamment des sanctions pénales prévues à l'article L. 173-1 du même code.

### **Article 4 : Information des tiers**

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée minimale de deux mois (article R. 171-1 du code de l'environnement).

#### **Article 5 : Recours**

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Nancy. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification pour l'exploitant, ce délai commençant à courir du jour où la présente injonction a été notifiée.

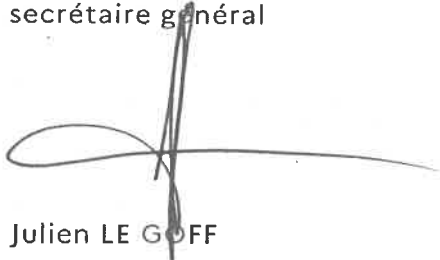
Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

#### **Article 6 : Exécution de l'arrêté**

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la sous-préfète de TOUL et l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la société DAUM et dont une copie sera adressée aux maires d'ALLAMPS et de VANNES-LE-CHÂTEL ainsi qu'au directeur général de l'agence de l'eau Rhin-Meuse.

Nancy, le **28 JUIL. 2021**

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général



Julien LE GOFF